

Devenir membre maintenant
sous udc.ch/participer

Franc-parler

Le journal de l'Union démocratique du centre

Février 2025

**NON à une initiative
irréaliste
et dangereuse**



Page 7

**Criminalité sans
frontières, victimes
sans protection**



Page 10

**NON à l'initiative
extrême de la
jeunesse socialiste**



Page 15

Enterrement la Suisse libre avec le traité de soumission à l'UE ?



JAMAIS !



AZB, 3001 Bern Post AG, UDC Suisse, secrétariat général, case postale
Abonnement annuel Fr. 35.00 – publié six fois par an – 6'555 ex.
udc.ch – franc-parler@udc.ch – Février 2025
Conception du Franc-parler : GOAL AG



UE instable, Suisse stable

Lourdement endettée, économie en berne, crises gouvernementales en France et en Allemagne ... et le Conseil fédéral veut livrer la Suisse à cette UE en crise !?

Les europhiles suisses ont inventé un nouveau mot d'escroc : **Ils appellent désormais le traité de soumission à l'UE « accord de stabilisation »**. Quelle absurdité ! **Y a-t-il quelque chose de plus instable que l'UE ?** Très endettée, l'économie se contracte, la France et l'Allemagne vont de crise gouvernementale en crise gouvernementale.

En comparaison, **la Suisse est un îlot de stabilité**. Mais selon la volonté des partis de centre-gauche, nous devrions nous livrer à cette UE en crise. On se demande s'ils sont encore en pleine possession de leurs moyens ...

En 2021, l'UE adoptera la loi sur la protection du climat, le fameux « Green Deal », un monstre réglementaire de plus de 14'000 pages ! C'est un véritable marasme bureaucratique pour les entreprises. L'industrie automobile allemande doit déjà supprimer des dizaines de milliers d'emplois à cause de cela.

Qui a fait passer ce « Green Deal » 2021 ? La présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen. La même vient maintenant annoncer la fin du Green Deal car il faut soulager l'économie. Ce n'est que lorsque des dizaines de milliers d'emplois auront été détruits que les bureaucrates de Bruxelles se rendront compte du mal qu'ils ont fait.

Cette politique irresponsable est le contraire de la stabilité.

Pourquoi la Suisse est-elle mieux placée et plus stable ? Grâce à la démocratie directe. Chez nous, le peuple a le dernier mot. Notre système politique empêche de telles manœuvres. Dans l'UE, les élites décident en catimini, sans contrôle démocratique de la part des électeurs.

Le projet de traité de soumission de l'UE sonnera toutefois le glas de notre démocratie directe : c'est l'UE qui décidera des lois suisses, l'UE nous impose sa bureaucratie. Ce sont les juges et les bureaucrates de l'UE qui décideront et non plus nous, les Suisses.

A tous les partis du pays fatigués de la Suisse : **l'UDC combattra ce traité de soumission à l'UE par tous les moyens !**



Marcel Dettling
Conseiller national et président
de l'UDC Suisse



La liberté ou Bruxelles ?

NON

à l'attaque contre notre indépendance !

Avec le nouveau paquet d'accords avec l'UE, la Suisse renoncera à son autodétermination et sabotera sa prospérité. Ces traités signent la fin de la « voie bilatérale » tant appréciée.



Par Magdalena Martullo-Blocher, Conseillère nationale, Lenzerheide (GR) et Meilen (ZH)

Avant Noël, la présidente de la Confédération Viola Amherd, qui a entre-temps démissionné, et la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen ont annoncé la fin des négociations sur le traité de soumission. Au lieu de parler clairement, elles se sont réfugiées dans des tapes dans le dos réciproques et une harmonie feinte. Pas un mot sur les plus de 30 lois que la Suisse devrait adapter immédiatement, ni sur les 150 directives européennes qui nous seront imposées et encore moins sur tous les futurs décrets de l'UE que nous devons également adopter.

Les deux présidentes ont fait une démonstration de force. Elles ont signalé à la population inquiète : « Ne vous inquiétez pas, ça va aller ! » Mais une telle politique symbolique ne peut pas masquer l'évidence : Dans une UE surréglementée, seules les dettes et les prix augmentent. Moins d'argent dans le porte-monnaie, immigration de masse, terrorisme, licenciements massifs et soulèvements populaires ... Les citoyens se révoltent dans les urnes sans être entendus. Au lieu de cela, le peuple est systématiquement muselé.

Un paquet de mensonges dévastateur

Avec le paquet d'accords, la Suisse devra reprendre aveuglément toute la bureaucratie de l'UE. Si la Suisse ne veut pas re-

prendre les lois désavantageuses, l'UE lui imposera des sanctions. Des juges étrangers de la Cour de justice européenne décideront à notre place. **Ce n'est ni plus ni**

moins qu'un traité colonial. Pendant ce temps, l'immigration augmentera, la clause de sauvegarde n'est pas nouvelle et n'a jamais fonctionné. Le comble, c'est que pour tout cela, nous devons enco-

re payer des milliards de francs de tribu à cette UE en crise !

Disons NON ! Car nous voulons décider nous-mêmes de notre avenir ! Nous voulons conserver notre liberté et notre prospérité.

Nous refusons clairement la reprise automatique des réglementations de cette UE chancelante !

« Dans l'UE surréglementée, seules les dettes et les prix augmentent. Moins d'argent dans le porte-monnaie, immigration de masse, terrorisme, licenciements massifs et des révoltes. »

Ce traité européen doit impérativement être soumis à la sanction des cantons



Il est tout à fait clair qu'avec le traité de soumission prévu avec l'UE, les cantons perdront leur souveraineté.



Par André Rüegsegger,
Conseiller d'Etat,
Brunnen (SZ)

L'accord prévu par l'UE aura des conséquences importantes pour la Suisse, notamment pour les cantons. C'est pourquoi le Conseil d'Etat schwyzois a rejeté le mandat de négociation avec l'UE dès février 2024.

Nous nous sommes notamment prononcés contre la reprise dynamique du droit, le mécanisme de règlement des différends avec la participation de la

Cour de justice européenne et le système de mesures compensatoires.

Il est clair que l'UE exercera une pression encore plus forte sur les banques cantonales, les entreprises électriques cantonales, la souveraineté fiscale cantonale, sur notre système fédéraliste dans son ensemble. Les cantons vont perdre leur souveraineté.

De grands intérêts de la Suisse sont en jeu : son essence, ses libertés, son autonomie. Et donc, en fin de compte, chacun d'entre nous est aussi très largement concerné par ces traités.

C'est pourquoi, selon le bon sens, il semble en fait évident que ce traité doit

impérativement être soumis au peuple et aux cantons (double-majorité) pour décision. Notre système fédéraliste repose sur le fait que les questions fondamentales ne sont pas décidées uniquement par le poids des cantons les plus peuplés, mais que les cantons plus petits peuvent effectivement participer aux décisions grâce à leur voix cantonale. C'est ce qui fait la force de la Suisse !

Le fait que l'on discute maintenant de la question de savoir si ce traité européen doit être soumis à un référendum obligatoire est un affront à notre démocratie. **Si ces traités sont si bons pour la Suisse, pourquoi a-t-on peur de les faire voter par le peuple et les cantons ?**

Les règles de l'UE entravent la prospérité

Avec le nouveau traité de l'UE, nous devrions reprendre le droit européen, nous soumettre à des juges étrangers et payer pour cela encore des milliards de francs. C'est pourquoi ce traité de soumission est à tous égards une très mauvaise affaire pour notre pays.



Par Thomas Matter,
entrepreneur et
Conseiller national,
Meilen (ZH)

Avec le nouveau traité d'intégration à l'UE négocié par le Conseil fédéral, la Suisse devrait reprendre le droit européen, et ce dans tous les domaines qui concernent le marché intérieur européen. Dans le cas contraire, Bruxelles pourrait nous sanctionner par des mesures de rétorsion. L'UE deviendrait alors le législateur à la place du peuple et des cantons. En cas de litige, c'est le tribunal de l'UE – le tribunal de la partie adverse – qui trancherait en dernière instance. De plus, nous devrions verser chaque année 350 millions de francs à l'UE au titre de « la cohésion. »

Pourtant, l'UE peut exporter pour environ 20 milliards de francs de plus vers la Suisse que l'inverse. Pour être précis, il faudrait appeler les milliards de la cohésion une aide au développement. Mais la question se pose alors : voulons-nous automatiquement reprendre le droit d'un tas de pays en développement ?

L'artisanat et les PME seraient contraints de reprendre **une bureaucratie européenne inimaginable**. « Boussole d'Europe » calcule **que nous devrions reprendre 7'985 lois** sur des thèmes importants pour la Suisse. Aujourd'hui, les coûts pour l'économie suisse dus aux obstacles au commerce s'élèvent à environ 500 millions de francs par an. **Avec l'accord-cadre, nous arriverions à des coûts de 10 milliards de francs, soit 172'000 francs par entreprise ou 2'600 francs par ménage.**

Le conseiller fédéral socialiste Beat Jans a déclaré lors de la réunion de l'UDC à l'Albisgüetli : « Nous sommes déjà dans le marché intérieur ». **Cela donne l'impression que la Suisse est membre du marché intérieur de l'UE.** Elle devrait alors naturellement reprendre le droit correspondant. **Mais elle ne l'est pas !** Notre pays n'a que l'accès qu'au marché intérieur de l'UE, et inversement.

La Suisse, ouverte sur le monde, a conclu 33 accords de libre-échange avec 44 partenaires. Avec tous ces pays, nous avons accès à leur marché intérieur respectif sans devoir adopter leur droit et sans devoir payer des milliards pour cela. Ce n'est pas un hasard si la prospérité de la Suisse indépendante est supérieure à celle des pays de l'UE. Pour préserver notre prospérité, nous n'avons pas besoin d'une égalité de traitement avec l'UE, nous devons être plus performants qu'elle.

NON à une explosion des prix



Votations fédérales
du 9 février 2025

Initiative irresponsable

NON !



NON à une initiative irréaliste et dangereuse

L'initiative populaire des Jeunes Verts, intitulée « Pour une économie responsable respectant les limites planétaires », est inapplicable, dangereuse et hypocrite. Ne nous laissons pas piéger par les utopies des Jeunes Verts.



Par Nicolas Kolly,
Conseiller national,
Essert (FR)

L'inapplicabilité de cette initiative se résume en un terme : l'effet papillon. On ne peut pas agir sans que cela ait un impact ailleurs. Par exemple, la solution prônée pour lutter contre le changement climatique est le développement des énergies renouvelables.

Il n'aura échappé à personne que des parcs éoliens, des parcs solaires ou encore de nouveaux projets hydrauliques impacteront le sol, aggravant ainsi les conséquences des limites planétaires pour l'utilisation du sol.

Cette initiative est dangereuse, car elle aurait comme conséquence une augmentation très importante des prix ou encore une diminution de la diversité de l'offre dans les domaines autant variés que sont l'alimentation, le logement, la mobilité ou encore les vêtements.

Ces restrictions concerneront en particulier le secteur primaire, soit l'agriculture. Cela conduira à de très fortes restrictions de consommation de viande.

En résumé, nous détruirions la prospérité de la Suisse, avec un niveau économique similaire à des pays comme l'Afghanistan, Haïti ou Madagascar.



Une hypocrisie environnementale

Enfin, cette initiative est hypocrite. Les mêmes qui, aujourd'hui, viennent faire la morale à la population suisse par rapport à son niveau de vie sont les mêmes qui accentuent l'empreinte environnementale de la Suisse en soutenant une immigration incontrôlée de 100'000 personnes par année. Avec cette cro-

issance démographique exponentielle, notre nature est mise sous grande pression.

Si les Jeunes Verts veulent réellement promouvoir une durabilité en Suisse, je ne peux que les inviter à s'associer à l'UDC dans le combat pour l'initiative populaire « Pas de Suisse à 10 millions ».

Nous voulons une Suisse indépendante Non au traité de soumission à l'UE !

Le Conseil fédéral et les autres partis veulent livrer la Suisse à l'UE en crise. L'ancien conseiller fédéral Christoph Blocher a appelé les délégués de l'UDC suisse à Balsthal (SO) à lutter contre ce traité colonial.

La menace d'un traité de soumission avec l'UE était au centre de l'assemblée des délégués de l'UDC Suisse du 25 janvier 2025 à Balsthal (SO).

Que contient le paquet de mensonges de l'UE ?

« Notre liberté est en danger. Les partis fatigués de la Suisse veulent pousser notre pays dans l'UE », a déclaré le président du parti Marcel Dettling devant quelque 500 délégués et invités. « Avant Noël, l'UE nous a livré un cadeau empoisonné bien emballé, car les politiciens fatigués de la Suisse veulent tromper les citoyens », a déclaré Marcel Dettling, tout en dévoilant le véritable contenu du paquet de mensonges de l'UE :

Muselière : On veut nous réduire au silence, nous les Suisses.

Un nouveau Gessler : A l'avenir, ce sont les baillis étrangers de l'UE et les juges de l'UE qui décideront pour nous.

Fouet : Si la Suisse ne fait pas sagement ce que l'UE lui impose, des « mesures de compensation » sont prévues.

Immigration : L'accord prévu par l'UE va encore alimenter l'immigration.

Bulletin de paiement : La Suisse n'aura plus rien à dire et devra encore payer des milliards de francs à Bruxelles pour cela.

« Nous affrontons une nouvelle fois des menteurs »

Pour l'ancien conseiller fédéral Christoph Blocher, qui a sauvé la Suisse de l'adhésion à l'UE en 1992, l'affaire est claire : **le nouvel accord est en réalité un traité colonial.** « Ceux qui continuent à parler de <voie bilatérale> ou de <bilatérales III> sont des menteurs ! » Christoph Blocher a appelé les délégués à se battre : « Nous nous opposons une nouvelle fois aux menteurs. Nous ne devons pas nous adapter, nous devons résister » !

L'ancien conseiller national Roger Köppel a qualifié le 20 décembre 2024 de « jour de la honte pour la Suisse ». La présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen et la présidente de la Confédération

Viola Amherd auraient fait comme si le traité européen était une chose décidée.

« Cela témoigne là d'une absence totale de respect pour nous, Suisses, et pour notre démocratie directe ».



nte et prospère :



Consultez les prises
de parole de l'AD ici



Criminalité sans frontières, victimes sans protection

Une frontière n'est pas une simple ligne sur une carte, c'est le symbole de la souveraineté que l'état exerce sur un territoire défini. La frontière devrait également constituer un bouclier contre la criminalité importée mais il n'y a plus personne sur les remparts. La frontière ne protège plus.



Par Céline Amaudruz,
Conseillère nationale,
Genève (GE),

Lorsque les capacités d'intégration sont dépassées, le communautarisme fait son apparition, provoquant de désastreuses conséquences. Les zones de non-droit prolifèrent, la criminalité est chez elle, l'islamisme s'y sent comme un poisson dans l'eau.

La Belgique constitue un exemple emblématique. De nombreux attentats djihadistes ont été préparés dans les quartiers où la police n'ose plus mettre les pieds. N'ayant

pas jugé utile d'endiguer la vague migratoire, le royaume est désormais la plaque tournante du djihadisme européen.

La Suède est aussi tombée dans le piège. Réputé pour sa généreuse politique d'accueil, le pays fait face à une vague de violence sans précédent due pour l'essentiel aux gangs étrangers qui s'entretenant pour le contrôle du trafic de drogue.

Quand l'intégration échoue, le communautarisme s'installe

Ainsi, de janvier à août 2024, 102 meurtres ou tentative de meurtres ont impliqué des suspects de moins de 15 ans, trois fois plus que durant la même période en 2023. Les mineurs envers qui le droit pénal est clément sont recrutés par les gangs pour faire régner la terreur.

Conséquences, une génération perdue et l'enfer pour la population soumise aux fusillades incessantes.

Ici, requérants d'asile et clandestins maghrébins écument nos rues avec l'assurance que leur confère l'impunité dont ils profitent. La prison est rarement au rendez-vous, quant à une expulsion, vous n'y pensez pas ! Nous n'avons de frontières communes ni avec l'Algérie, ni avec le Maroc.

Ces gens sont là parce que Schengen les a laissés passer. Personne d'autre que nous ne doit choisir qui entre ou non en Suisse. L'initiative pour la protection des frontières est chaque jour plus nécessaire, nous devons stopper la criminalité importée.

initiative-stop-abus-asile.ch



Stop aux abus de l'asile !

Signez maintenant l'initiative pour la protection des frontières !

Halte au bradage de la neutralité !

Ce n'est pas nouveau que nos élites ne croient plus à la neutralité comme facteur de sécurité pour notre Pays. Le phénomène connaît pourtant, depuis la guerre en Ukraine, une accélération inquiétante qu'il s'agit de stopper.



Par Jean-Luc Addor,
Conseiller national,
Sion (VS)

Dans remonter plus loin encore, on n'oublie pas qu'il a fallu l'UDC et le peuple, en 1992, pour empêcher l'adhésion à l'Espace économique européen. Mais ce ne fut que partie remise.

En 1996, la Suisse adhère au Partenariat pour la Paix, sous-produit de l'OTAN, donc un outil de projection de la puissance américaine dans le monde et de sujétion des pays d'Europe. Ce fut ensuite l'adhésion à l'ONU en 2002 avec à la clé, en 2023-2024, la présidence du (parfois) très belliqueux Conseil de Sécurité.

Le bradage de la neutralité suisse face au conflit ukrainien

Mais depuis bientôt trois ans que dure la guerre en Ukraine, nous assistons à ce qu'il faut bien appeler un bradage de notre neutralité, pan par pan, au point qu'il n'en restera bientôt plus que le souvenir dans les livres d'histoire.

On peut parler des sanctions contre la Russie : plutôt que de se limiter à éviter que notre pays ne soit utilisé pour les contourner, voici que le Conseil fédéral a cru devoir se transformer en premier de classe de l'UE et de l'OTAN avec comme unique résultat ... aucun impact sur le conflit, mais un autogoal historique, une baisse spectaculaire du pouvoir d'achat des Suisses.

Ainsi réduite au rang de protagoniste du conflit, la Suisse a perdu toute crédibilité aux yeux de la Russie pour mettre ses bons offices au service de la paix. L'inutile som-



met du Bürgenstock, auquel nous n'avons même pas invité la Russie, n'a rien arrangé.

Un appel urgent à défendre une neutralité stricte

Pensons aussi à la dérive européiste et atlantiste concrétisée par diverses adhésions intervenues à la barbe et parfois même contre la volonté du Parlement : PESCO, European Sky Shield Initiative et j'en passe.

Pensons enfin et surtout à ce traité colonial de soumission que nous avons fait sortir par la porte et que le Conseil fédéral veut faire rentrer par la fenêtre.

Ça suffit ! La neutralité armée et perpétuelle n'est pas une vieille idole qu'on encense par habitude. C'est un outil essentiel pour la sécurité de la Suisse. Il est urgent d'y revenir, strictement.

Lausanne désarme ses policiers et menace notre sécurité

À Lausanne, la gauche s'attaque aux moyens de défense de nos policiers en les désarmant, mettant en péril leur sécurité et celle des citoyens. Face à tant d'irresponsabilités, il est essentiel de rappeler que des forces de l'ordre bien équipées sont garantes de notre sécurité et de notre quiétude.



Par Jacques Nicolet,
Conseiller national,
Lignerolle (VD)

La sécurité et la respectabilité de nos villes reposent avec évidence sur des forces de l'ordre bien formées et correctement équipées. Pourtant, à Lausanne, la gauche semble déterminée à fragiliser ce pilier essentiel.

En s'opposant à l'usage de moyens de défense appropriés par les agents de police, elle met en danger ceux qui veillent quotidiennement sur notre sécurité ainsi que les citoyens qu'ils doivent protéger.

Cette attitude idéologique ignore la réalité du terrain et l'imprévisibilité des interventions policières. Les agents de police sont confrontés à des situations où leur propre vie peut être mise en danger, face à des délinquants souvent mieux armés et sans scrupules.

Leur retirer leur arme de service, c'est non seulement les exposer inutilement et dangereusement aux agresseurs. C'est aussi affaiblir leur capacité à intervenir efficacement pour protéger la population.

Soutenir la police pour protéger nos libertés

Refuser aux policiers les moyens de se défendre, c'est donner un signal alarmant d'un laxisme qui profite aux criminels. C'est oublier que les forces de l'ordre sont là pour

garantir la paix sociale, souvent au prix de sacrifices personnels. La gauche lausannoise semble vouloir jouer avec la sécurité des habitants pour satisfaire une idéologie aujourd'hui largement déconnectée des besoins réels de la société.

En Suisse, chaque citoyen a le droit fondamental de vivre dans un environnement sûr. Ce droit passe par des forces de l'ordre compétentes, respectées et bien équipées.

Plutôt que d'affaiblir la police, nous devons la soutenir, car c'est elle qui garantit nos libertés en assurant l'ordre et la sécurité.

Ne laissons pas l'idéologie de gauche sacrifier nos droits et notre sécurité. À Lausanne, comme ailleurs, défendons ceux qui nous protègent.

Je m'engage pour un avenir sûr et libre !

- Je souhaite devenir membre de l'UDC dans ma région et être invité à participer aux assemblées et aux manifestations (paiement d'une cotisation requis)
- Je souhaite être informé des activités en cours et recevoir les communiqués de presse et articles de l'UDC. Merci de m'envoyer gratuitement la newsletter à mon adresse e-mail ci-dessous.
- J'aimerais être informé par WhatsApp des principales activités de l'UDC Suisse. Numéro de Natel WhatsApp: _____
- Je soutiens l'UDC financièrement
- Je verse _____ francs de don sur le compte IBAN de l'UDC Suisse **IBAN CH83 0023 5235 8557 0001Y**
- Merci de m'envoyer un **bulletin de versement**
- J'accepte que la publicité de l'UDC soit envoyée à mon adresse

Nom/Prénom

Rue

NP/Localité

Téléphone

Courriel

Signature

Faites un don :



Découper, glisser dans une enveloppe et renvoyer à l'adresse suivante :

UDC Suisse, secrétariat général, case postale, 3001 Berne, Courriel : info@udc.ch, téléphone 031 300 58 58

Energie : rechercher le juste équilibre



Je ne sais pas où je vais la trouver : hydraulique, solaire, éolienne, bioénergétique (biomasse) voire nucléaire ? Quelle que soit son origine, il me faudra beaucoup d'énergie pour contrer l'idéologie qui caractérise aujourd'hui, dans notre pays, une révolution énergétique pourtant indispensable ...



Par Pierre-André Page,
Conseiller national,
Châtonnaye (FR)

Une certaine idéologie verte portée par des drapeaux partisans rose-vert aspire à la pureté environnementale. Force est de constater que l'énergie est un enjeu majeur pour notre société, notre économie et notre population. Un enjeu, des défis que nous devons relever avec pragmatisme sans tomber dans un angélisme idéologique.

Il y a d'abord les faits : l'énergie est partout, dans l'éclairage, la cuisson, le chauffage, les déplacements, la production ou encore le numérique. Et la consommati-

on d'énergie ne cesse d'augmenter. Alors que les sources d'énergies fossiles s'épuisent, voire disparaissent lentement (gaz, pétrole).

La liste des défis énergétiques est longue !

Les enjeux de cette transformation énergétique portent différents noms. Il y a un enjeu pour l'environnement et la

« Nous avons besoin d'une stratégie énergétique durable et abordable, incluant notamment de nouvelles centrales nucléaires, éléments clés d'un approvisionnement énergétique sûr. »

nécessité de diminuer les effets négatifs sur le climat. Pourquoi pas aussi en changeant nos comportements individuels quotidiens ? Il y a un enjeu sanitaire,

les gaz à effet de serre à l'origine du réchauffement climatique engendrent des catastrophes naturelles. Il y a encore un enjeu sécuritaire : notre pays doit garantir à sa population un autoapprovisionnement et se détacher des dépendances étrangères.

Moralité ? Nous avons besoin de toutes les sources d'énergie propre. Alors, poursuivons le développement de l'hydraulique et encourageons les énergies renouvelables. Abordons la question du nucléaire sans tabou.

La recherche d'un juste équilibre doit être l'affaire de tous. Mais sur la balance de ce juste équilibre, il n'y a pas de place pour l'idéologie, décidément pas.

NOUVEL

OPEL GRANDLAND

#GOGRAND

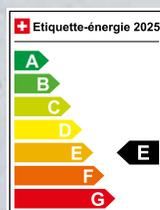
DÈS **CHF 38 770.-** OU CHF 379.-/MOIS

- // Disponible en trois variantes de motorisation:
Hybride essence, hybride rechargeable ou électrique
- // Conçu et fabriqué en Allemagne
- // Volume de chargement jusqu'à 585 l



O P E L

ENERGIZE
YOUR LIFE /



À découvrir en direct chez ton partenaire Opel.

Exemple: New Grandland Edition, 1.2 Direct Injection Turbo Hybrid 48 V avec boîte électrique à 6 vitesses et double embrayage (eDCT), 100 kW (136 ch). Prix de vente au comptant: CHF 37 770.- (valeur du véhicule: CHF 38 770.- moins prime cash de CHF 1000.-). Consommation 5,1-5,8 l/100 km, émission de CO₂ 122-143 g/km, catégorie d'efficacité énergétique: D-E. **Exemple de leasing:** durée: 36 mois, kilométrage: 10 000 km/an, taux annuel nominal 2,99%, effectif 3,08%. Premier versement: CHF 7310.-, mensualité de leasing TVA incluse: CHF 379.-, valeur de rachat: CHF 19 734.-. Offre valable uniquement en combinaison avec la souscription d'une assurance mensualités Secure4you+. Assurance casco complète obligatoire non comprise. Conditions de leasing sous réserve de l'acceptation par Santander Consumer Finance Schweiz AG, Schlieren. La souscription d'un contrat de leasing est irrecevable si elle entraîne un surendettement du preneur de leasing.

NON à l'initiative extrême de la jeunesse socialiste

L'initiative idéologique et extrême de la jeunesse socialiste sur les successions met en danger nos PME et nos emplois. En incitant les entreprises à délocaliser, elle entraînera des pertes fiscales massives, forçant la classe moyenne à payer la facture par une hausse d'impôts.



Par Yvan Pahud
Conseiller national,
Ste-Croix (VD)

L'initiative des jeunes socialistes visant à instaurer une nouvelle taxe sur les successions n'est pas une mesure juste, mais une attaque idéologique contre l'économie suisse.

Cette proposition extrême ignore la réalité des PME et des entreprises familiales, qui forment le socle de notre prospérité.

En rendant plus coûteuse la transmission d'entreprises, cette initiative met en péril des milliers de sociétés qui emploient des centaines de milliers de travailleurs en Suisse. Elle incitera de nombreux entrepreneurs à délocaliser leurs activités à l'étranger pour échapper à ce fardeau fiscal.

Le résultat ? Des pertes fiscales importantes

pour les collectivités publiques et, inévitablement, une hausse des impôts pour la classe moyenne, qui devra combler le trou dans les caisses de l'État.

Protégeons notre compétitivité et nos emplois

Loin de s'en prendre aux super-riches, comme elle le prétend, cette initiative frappera de plein fouet les familles qui ont travaillé

dur pour bâtir et transmettre un patrimoine. Ces entreprises, souvent familiales, jouent un rôle clé dans l'économie locale en offrant des emplois et en formant de nombreux apprentis.

En menaçant ces entreprises de fermeture ou de délocalisation, l'initiative détruit non seulement des emplois, mais aussi la compétitivité de notre pays. Les PME sont le moteur de la Suisse, et leur affaiblissement aura des répercussions sur tous les citoyens.

L'UDC s'oppose fermement à cette initiative qui, par son extrémisme, met en danger notre économie et nos emplois. Nous défendons une Suisse qui récompense le travail, l'engagement et la persévérance.

Protégeons nos entreprises et évitons une augmentation des impôts pour la classe moyenne. Votons NON à cette initiative dangereuse et irréaliste.



Stoppons les JScrocs !

Initiative boussole



Soutenez et signez maintenant !

pour la démocratie directe et la compétitivité de la Suisse – pas d'adhésion passive à l'UE !

La démocratie directe est sous pression. Le Conseil fédéral est engagé dans des négociations avec l'UE qui aboutissent à ce que la Suisse doit reprendre de manière dynamique le droit européen. La démocratie directe est vidée de sa substance et la Suisse devient un membre passif de l'UE. L'initiative Boussole veut empêcher cela.

L'initiative Boussole introduit le référendum obligatoire pour les traités internationaux.

Empêchez avec nous une adhésion passive à l'UE et veillez à ce que...

- notre démocratie directe soit préservée.
- ce soient uniquement les citoyens suisses et le Parlement qui légifèrent dans notre pays.
- la Suisse soit souveraine, compétitive et prospère à l'avenir également !



Commander des feuilles de
signatures et apprenez-en plus :
initiative-boussole.ch

